

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

SIGNAL ROUGE

JOURNAL DE LA SECTION DES TRAVAILLEURS DU RAIL DE L'UNION DES
REVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE - CONSTRUCTION DU PARTI



www.urcf.fr

N°3

JUIN 2014

NE LAISSONS PAS LA BOURGEOISIE LIQUIDER LA SECU ET NOTRE CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE!

Après la Libération, le Capital, politiquement affaibli suite à la défaite de l'occupant fasciste hitlérien avec lequel le patronat avait collaboré, s'est vu imposer, sous l'influence de la Résistance menée essentiellement par la Classe Ouvrière, des Communistes, de la CGT, des réformes sociales que les partis de gauche ou de droite qualifient encore de «modèle social français». La Sécurité Sociale, mise en place par le ministre communiste Ambroise Croizat, était établie sur un principe de solidarité afin que les travailleurs bénéficient d'une plus juste répartition des richesses dont ils sont les créateurs. La mise en place d'un système de protection sociale garantie par l'Etat répondait à une aspiration due à l'influence de l'URSS où les travailleurs bénéficiaient de la gratuité des soins médicaux et d'une garantie pour leurs vieux jours, le chômage ayant été liquidé. A la SNCF, les cheminots au travers de la Caisse de Prévoyance, ont bénéficié des acquis de la Libération mais aussi d'un

régime santé particulier que les anciens avaient obtenu bien avant la création de la Sécu grâce à leurs luttes opiniâtres malgré une répression féroce. Ces luttes se justifiaient grandement tant de nombreux métiers et filières étaient contraints à un travail pénible, dangereux, de jour comme de nuit, y compris les jours de fête, ce qui occasionnait maladie, accidents de travail ainsi qu'une usure prématurée des travailleurs du rail. Qui plus est, le combat sanglant contre l'occupant nazi, a conduit la Nation à une reconnaissance méritée notamment au travers du régime particulier. Aujourd'hui, les cheminots sont affiliés «en bloc» à la Sécurité Sociale au travers de leur C.P. Celle-ci assure des remboursements et des prestations comprenant la part sécu, plus éventuellement la part supplémentaire afférent au régime particulier. En fin d'exercice, une péréquation est faite entre la C.P. SNCF et la Sécurité Sociale au prorata des résultats positifs ou négatifs pour l'une ou pour l'autre.

Du fait de leur affiliation à la sécu, les cheminots sont pleinement touchés par toutes les mesures anti-santé promulguées par les gouvernements de droite ou de gauche depuis les ordonnances de De Gaulle (1967), ceci dans le but de venir en aide aux monopoles. Ainsi, ce ne sont pas moins de 290 milliards d'euros qui ont été pris dans les poches des travailleurs.

Nous avons donc toutes les raisons pour agir avec l'ensemble des travailleurs dans des luttes massives, comme nos anciens, pour défendre la Sécurité Sociale ainsi que notre régime particulier qui lui est intimement lié.

La bourgeoisie, qui veille à essayer de ne pas porter la responsabilité devant les masses de la destruction de la Sécurité Sociale, adopte une stratégie qui consiste à détruire cet acquis en prétendant le sauver. Wauquiez, dans les colonnes du *Monde*, déclarait: «C'est un véritable instrument de justice sociale aujourd'hui encore envié dans tous les pays du monde». Pourtant, Wauquiez à l'UMP ne fait-il pas partie de ceux qui demandent à Hollande 100 milliards pour le pacte de responsabilité au lieu des 50 prévus? On s'accorde à dire de gauche à droite que le système français de protection sociale est remarquable; pourtant, il n'est pas cité en modèle par les défenseurs de l'Europe capitaliste. En effet, la protection sociale en France représente 33% du produit intérieur brut (PIB) contre 29% en moyenne dans l'UE, 27,3% au Royaume-Uni, 20% aux Etats-Unis, 23,9% en Grèce. On comprend pourquoi l'ensemble des Etats capitalistes se prononcent en faveur d'une diminution des «coûts» salariaux pour plus de «compétitivité». Profits capitalistes et protection sociale ne font pas bon ménage et le Capital veut

standardiser sur le plus petit dénominateur commun les revenus du travail et toutes les dépenses sociales. C'est la démarche de l'U.E., de la France, dictée par les monopoles capitalistes, qui, avec leurs institutions (FMI, Commission Européenne, BCE...), imposent une baisse constante du prix de la force de travail en s'attaquant aussi bien au salaire direct qu'aux acquis sociaux.

Les partis de «gauche» intégrés au capitalisme ont pour but de dévier les travailleurs des véritables luttes qui opposent les principes du socialisme à ceux du Capital; ils les divisent ainsi en les démobilisant. Alexis Tsipras, chef de file de SYRIZA en Grèce et figure de proue du Parti de la gauche européenne dont Pierre Laurent (PCF) est le vice-président, prône le mariage de la carpe et du lapin en proposant d'humaniser la Banque Centrale Européenne. Dénoncer la Troïka sans tenir compte de la filiation entre le FMI et la BCE, prétendre utiliser les institutions impérialistes au service des peuples, c'est nier le caractère de classe du capitalisme et tromper les travailleurs. Au lieu d'aménager ce système et sa régression sociale, défendons le service public, la sécu et les régimes spéciaux, le rejet du pacte de responsabilité, l'emploi au détriment de la logique du profit capitaliste en valorisant toutes les revendications qui correspondent aux besoins des travailleurs. Exprimons notre volonté unitaire pour constituer un front unique anticapitaliste de lutte de classe pour une alternative populaire. La montée des luttes et de nos exigences favoriseront la révolution socialiste car deux principes s'affrontent: celui du profit pour une minorité d'exploiteurs, contre la socialisation des richesses pour la majorité exploitée.

L’AFFAIRE DES TRAINS TROP LARGES: LE COÛT DU CAPITALISME

La SNCF a découvert que les nouveaux TER sont trop larges pour les quais de certaines gares. Du coup, il va falloir en raboter un certain nombre pour que les trains puissent passer, entraînant une dépense d’au moins 50 millions d’euros. La direction argue d’un manque de communication entre RFF et la SNCF! Cette nouvelle conséquence de la liquidation du service public ferroviaire, notamment au moyen de la division de la SNCF mise en œuvre sous le ministre PCF Gaysot et ses successeurs, illustre ce que les partis et dirigeants syndicaux se gardent de dénoncer: le coût du capitalisme. Ce système, basé sur la recherche du profit maximum et immédiat, sur l’anarchie de la production et la concurrence, y compris au sein d’une même entreprise, est en effet source de gaspillages, incohérence, corruption, blocage de tout progrès qui tendrait à améliorer les conditions de vie et de travail, régression sociale... Dans une économie socialiste planifiée, la production ne serait pas dirigée par une poignée de bureaucrates mais placée sous le contrôle des travailleurs.

Brèves

SUPPRESSIONS DE POSTES ET DE GUICHETS

Sur les lignes L, A, et J du Transilien, a été annoncée la suppression de 50 postes de vendeurs de billets grandes lignes. A cela s’ajoute la fermeture des bureaux de ventes dans les gares de Bécon, Courbevoie, Chatou, Rueil, Conflans-St-Honorine, Mantes-La-Jolie, Houilles, Maisons-Laffitte, Colombe et Argenteuil. A noter que les points de vente de Nanterre-Ville, Nanterre-Université, Le Pecq, Sartrouville, Cergy-St-Christophe, Cergy-Le-Haut, Les Vallées, La Garenne-Colombes, Puteaux, et d’autres, ont été d’ores et déjà fermé. Alors que plusieurs millions d’Euros ont été versés à la SNCF par le gouvernement, afin de rénover le réseau ferrée, la SNCF supprime des postes, ferme des points de ventes. Le service public que les usagers payent, n’est plus assuré, et les règles du service public telles que l’égalité, l’universalité et la continuité volent en éclats.

MENACES SUR LES CONTRÔLEURS ET LES CONDUCTEURS

La SNCF met en place un dispositif appelé EAS (équipement agent seul). Ce dispositif a pour objectif, selon le cahier des charges des formations, de supprimer des contrôleurs de certains trains. La charge de contrôle des voyageurs serait alors assurée par les conducteurs eux-mêmes...L’URCF se mobilise contre cette nouvelle attaque de la direction. A Clermont-Ferrand, nos camarades sont venus soutenir les cheminots en lutte contre ce projet nuisible à l’emploi et à la sécurité des voyageurs.

L'URCF EN PHASE AVEC LES CHEMINOTS

Le 30 Avril 2014, en gare de Paris St-Lazare, a eu lieu un rassemblement de plusieurs dizaines de cheminots, à l'appel des syndicats CGT, FO et Sud Rail. Ce rassemblement avait pour objet de dénoncer les restructurations que subissent les cheminots de la SNCF. L'URCF était présente avec *Signal Rouge*, et a engagé des discussions avec les travailleurs. La ligne politique de l'URCF trouve écho chez les cheminots qui n'ont plus confiance dans le syndicalisme d'aménagement, y compris chez les militants syndicaux qui détiennent toujours une fibre militante juste... la conscience de classe. La présence des militants de l'URCF avait quelque peu indisposé quelques sociaux-réformistes qui nous ont reproché d'être adeptes de la dictature du prolétariat. Ils furent cependant bien en peine de contester le simple fait que depuis que le Mur de Berlin est tombé, la bourgeoisie ne rencontre plus d'obstacle pour imposer sa dictature et liquider les acquis et les droits des travailleurs et des peuples.

LA SNCF ENVOIE AU CASSE-PIPE LES INTERIMAIRES

Lors d'une discussion avec un agent d'accompagnement des trains de l'Infrastructure SNCF, ce dernier racontait comment la SNCF utilise des travailleurs intérimaires. Sa direction lui demandait de former des intérimaires d'une entreprise privée pour travailler sur des TTX (trains de travaux), ces trains étant prévus sur des planches travaux en Ile-de-France. La SNCF avait embauché des intérimaires pour des opérations d'attelage-dételage (c'est-à-dire accrocher et décrocher des wagons d'un train) sur ces trains. Ces travailleurs intérimaires ont été formés en une matinée, et ils étaient «bons au service», l'après-midi même. La SNCF fait appel de plus en plus souvent aux intérimaires pour des opérations de sécurité comme celles-ci, car ces intérimaires, subissant des situations précaires, sont évidemment plus flexibles et pas «chers» pour la direction de la SNCF et le patronat des entreprises privées. Les opérations d'attelages-dételages sont des opérations de sécurité très dangereuses, mais, pour être «productif», la direction de la SNCF passe outre la sécurité des travailleurs.

BULLETIN DE CONTACT

◇Je souhaite être informé des initiatives de l'URCF

◇Je souhaite recevoir les prochains numéros de Signal Rouge

◇Je m'abonne à *Intervention Communiste*, le journal de l'URCF (**1 an (6n°): 19 €, Étudiants, privés d'emploi ou de salaire: 10 €, Soutien à partir de 30 €**)

NOM : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____

Code postal : _____ **VILLE :** _____

Chèque à l'ordre des "AMIS D'OULIANOV"

Pour nous écrire ou s'abonner : «LES AMIS D'OULIANOV» B.P.40084 75862 PARIS cedex 18

A diffuser. Ne pas jeter sur la voie publique, Imprimé par nos soins